

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

PROJETS DE RECHERCHE EN COLLABORATION INTERNATIONALE

ERA MIN 3 – APPEL 2023

Guide de présentation des demandes

**Date limite de dépôt des propositions :
le 30 mars 2023, 17 h, heure de Bruxelles ; 11 h, heure de Montréal**



E R A • M I N 3

**RAW MATERIALS FOR THE SUSTAINABLE DEVELOPMENT
AND THE CIRCULAR ECONOMY**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
OBJECTIFS DU PROGRAMME	4
CLIENTÈLE ADMISSIBLE	5
PROJETS ADMISSIBLES	6
MONTAGE FINANCIER	9
COMMUNICATION	12
SÉLECTION DES PROJETS	12
APPROBATION DES PROJETS	12
SUIVI DES PROJETS	12
CONTACT	13
ANNEXE 1 - PRÉCISIONS SUR LES DÉPENSES ADMISSIBLES RELATIVES AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT	14
ANNEXE 2 - HYDRO-QUÉBEC	18
ANNEXE 3 - DÉFINITION DES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE MATURITÉ TECHNOLOGIQUE (TRL)	19

Documents à fournir lors de la présentation de la demande :

- Formulaire de demande de PRIMA Québec rempli, daté et signé. Toutes les sections du formulaire doivent être remplies et renvoyées à PRIMA
- Le coordonnateur du projet doit soumettre dans le système ERA.MIN les formulaires ERA.MIN (CV of Key Personnel, Form A - Proposal Technical Description, Form B - Statement of Commitment, Form C - Statement of own funding, Financial Plan, Gantt Chart)
- CV du responsable du projet et des chercheurs et des industriels de la partie de l'équipe québécoise du consortium ERA MIN 3 si ceux-ci ne sont pas déjà inclus dans le formulaire ERA.MIN soumise par le coordonnateur du projet
- Lettres d'appui signées des partenaires (entreprises et organismes à but non lucratif [OBNL] du montage financier) spécifiant les montants alloués au projet coût de R-D, apport en nature et frais de gestion de PRIMA Québec

Veillez noter que :

- Le financement sera octroyé uniquement sur preuve que
 - le financement complémentaire (CRSNG, PARI-CNRC, ou autres) a été approuvé, une copie de l'approbation doit être envoyée à PRIMA
 - la proposition complète de ERA MIN a été recommandée pour financement
 - les autres organisations du consortium ERA MIN obtiennent leurs financements.
 - un accord de propriété intellectuelle rédigé et signé entre les différentes parties avant le 1^{er} versement de la subvention
- La demande de financement complémentaire doit être déposée durant le mois d'avril 2023 au plus tard, une copie doit être envoyée à PRIMA Québec, **la confirmation de l'obtention du financement complémentaire doit être envoyée à PRIMA avant le 1^{er} avril 2024**
- Les partenaires de la partie québécoise du consortium doivent être membre de PRIMA Québec à partir du moment du dépôt de la proposition complète et jusqu'à la fin du projet si celui-ci est financé.

Personne à contacter

Pour tout renseignement complémentaire ou aide à la rédaction du dossier de candidature, n'hésitez pas à communiquer avec Michel Lefèvre, au 514 284-0211, poste 227.

Le formulaire de proposition complète de PRIMA doit être acheminé avant le **30 mars 2023 à 11 h, heure de Montréal** en un seul fichier en format PDF (Adobe Acrobat) par courriel à : laura.salatian@prima.ca

INTRODUCTION

Le gouvernement du Québec considère l'innovation comme un moteur important de la croissance économique. Afin de se maintenir dans le groupe des sociétés avancées et pour rayonner et s'ouvrir sur le monde, le Québec doit assurer la participation de ses chercheurs et de ses organismes aux projets de recherche industriels collaboratifs qui engendreront les technologies de demain. Le gouvernement souhaite, de ce fait, favoriser les partenariats internationaux de recherche.

Le PSO-International contribue à soutenir l'action internationale des acteurs québécois des milieux universitaire, collégial, institutionnel et industriel travaillant dans les différents créneaux de la recherche et de l'innovation. À cet effet, le ministère de l'Économie, l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) soutient PRIMA Québec dans sa participation à l'appel ERA MIN 3 - 2023.

L'appel ERA MIN 3 – 2023 a été lancé le 7 décembre. Il se compose de 23 organismes de financement pour un budget total de plus de 13,6 millions d'euros.

Pays UE/region

Belgique - Flandre (VLAIO/FIO) ; Belgique/Flandres (FWO), Belgique - Wallonie (SPW - Recherche) ; Bulgarie (BNSF) ; République tchèque (TA CR) ; Estonie (ETAg) ; France-Nouvelle Aquitaine ; Finlande (Business Finland) ; Allemagne (PT JÜLICH) ; Irlande (GSI), Pologne (NCBR) ; Portugal (FCT) ; Roumanie (UEFISCDI) ; Slovaquie (SAS) ; Slovénie (MIZS) ; Espagne (AEI) ; Espagne – Pays basque (EJ/GV – Innobasque), Espagne-Navarre (CFNA), Espagne-Asturies (IDEPA) ; et la Suède (Vinnova).

Pays associé à l'UE : Turquie (TUBITAK)

Pays hors UE : Canada-Québec (PRIMA-Québec) et Afrique du Sud (DSI).

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Objectif général

Soutenir et concrétiser les initiatives internationales de recherche et d'innovation entre les milieux universitaire, collégial, institutionnel et industriel.

Résultats visés

1. Concrétiser des partenariats entre les milieux universitaires, collégiaux, institutionnels et industriels, au Québec, hors Québec et à l'international
2. Accroître les collaborations de recherche universités-entreprises, internationales, intersectorielles et interordres.
3. Augmenter la visibilité des chercheurs québécois et de leurs établissements à l'échelle nationale et internationale.
4. Favoriser le développement, autour de projets de R-D, de chercheurs capables d'occuper une position concurrentielle dans les créneaux d'avenir pour le Québec.

CLIENTÈLE ADMISSIBLE

Demandeurs admissibles

Les demandes doivent être déposées par des établissements de recherche québécois. Les universités, les CCTT ou les centres de recherche publics¹ sont admissibles (si le centre de recherche ne se trouve pas dans la liste, veuillez communiquer avec un conseiller PRIMA pour en vérifier le statut [public ou privé] avec le MEIE). Ils doivent permettre la formation de personnel hautement qualifié (PHQ).

Industriels admissibles

Il est nécessaire d'avoir au moins une entreprise (en priorité une PME) avec une présence au Québec (production ou R et D). Les entreprises hors Québec ne sont pas admissibles. La participation des partenaires fait l'objet d'une lettre d'appui signée.

On ne peut avoir dans le consortium ERA MIN 3 des sociétés liées. Donc, la filiale ou la société mère de la compagnie québécoise ne peut participer au projet chez le partenaire international.

Si **Hydro-Québec** est considérée, par défaut, comme un centre de recherche public. Toutefois, ce dernier peut être considéré comme un industriel suivant certaines conditions, consultez l'**annexe 2** pour connaître les modalités. Veuillez contacter un conseiller PRIMA pour s'assurer des modalités.

Adhésion à PRIMA Québec

L'ensemble des organisations industrielles, académiques ou centres de recherche publics participant à un projet doivent obligatoirement être membres en règle de PRIMA Québec au moment du dépôt du projet à la phase de proposition complète et devront le rester durant toute la durée du projet si celui-ci est accepté pour financement.

Pour devenir membre de PRIMA Québec : <https://www.prima.ca/fr/devenir-membre-adhesion-annuelle>.

50 employés et moins	280,00 CAD
51 à 249 employés	450,00 CAD
250 à 499 employés	650,00 CAD
500 employés et +	1 000,00 CAD
Universités	2 000,00 CAD
Collège ou laboratoire public	1 000,00 CAD

¹ La liste des centres de recherche publics admissibles reconnus est disponible au [lien suivant](#).

PROJETS ADMISSIBLES

Tous les projets de recherche ayant les niveaux de maturité technologique (TRL 1-9) sont admissibles. Toutefois les agences d'autres pays participants peuvent restreindre le niveau du TRL du projet. Veuillez vous renseigner avant toute soumission de projet.

Les projets sont en collaboration avec des partenaires des pays participants à l'appel ERA MIN 3, il peut y avoir des partenaires hors du consortium ERA MIN 3, toutefois les conditions suivantes doivent être respectées :

- Un consortium doit être composé d'au **moins trois partenaires de projet éligibles et sollicitant un financement des organisations de financement participantes** d'au moins trois pays différents, dont au moins un est un État membre de l'UE ou un pays associé participant à l'appel.
- Les organisations de pays/régions ne participant pas à l'appel peuvent être partenaires du consortium à condition de fournir la preuve de la disponibilité de leurs propres fonds pour couvrir les activités de leur projet.
- Il n'y a pas de limite dans la taille maximale du consortium, mais elle doit être adaptée au niveau et à la complexité du projet et chaque partenaire doit apporter une contribution significative à la valeur ajoutée transnationale de la collaboration.
- Les efforts totaux des partenaires d'un pays dans une proposition ne peuvent pas dépasser 70 % des efforts totaux du projet (mesurés en personnes-mois, PM). Le PM par partenaire doit être clairement indiqué dans le tableau correspondant de la description de la proposition (formulaire A de la demande ERA.MIN). Pour PRIMA Québec, en plus les projets doivent démontrer une participation équilibrée des parties québécoise et étrangère tout au long de leur déroulement ; une contribution financière en espèces totalisant au moins 20 % des dépenses admissibles au Québec est exigée du milieu preneur québécois et une contribution en espèces ou en nature totalisant au moins 30 % des dépenses globales du projet du consortium ERA MIN 3 est exigée pour l'ensemble des partenaires étrangers du projet.
- L'aide financière du MEIE prendra la forme d'une contribution non remboursable et non récurrente pouvant atteindre 50 % des dépenses admissibles de la partie québécoise, jusqu'à concurrence de 500 000 \$ (Frais de gestion et FIR inclus) sur trois ans par projet. Les autres contributions doivent être démontrées (lettres officielles signées spécifiant les montants accordés pour la réalisation du projet).

Durée des projets

La durée du projet est de minimum 1 an à trois ans.

THÉMATIQUES PRIORITAIRES

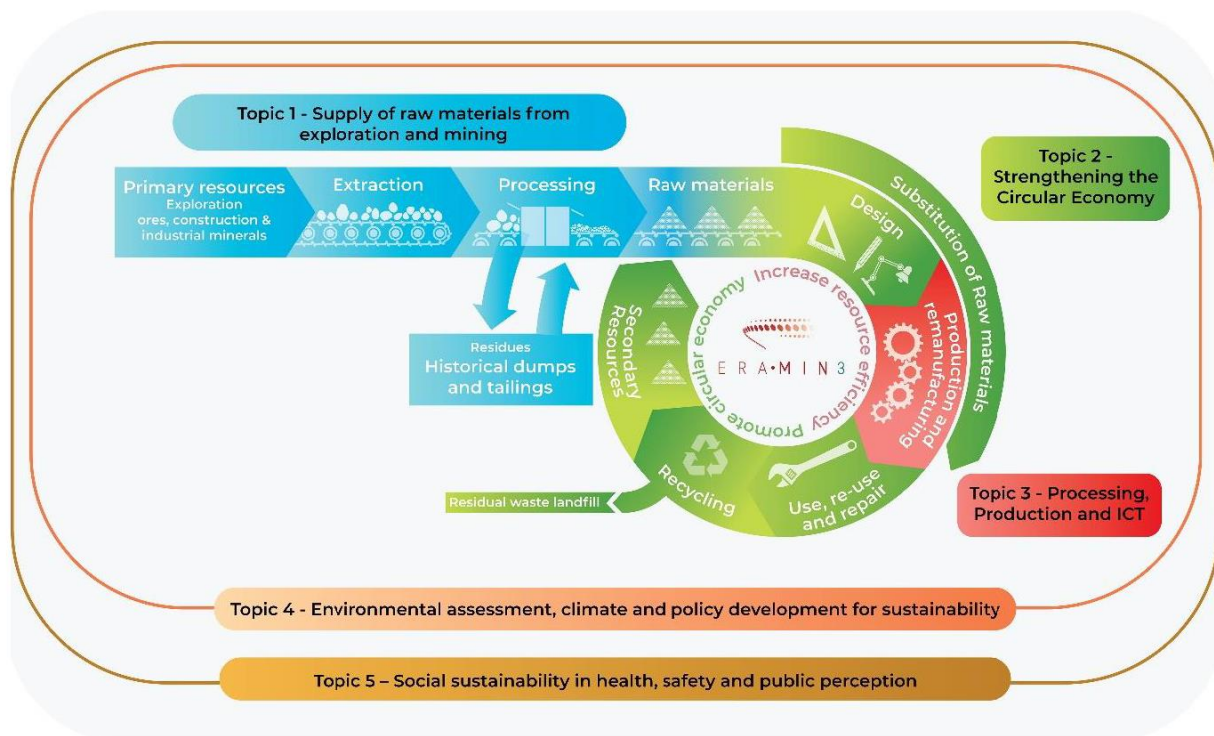
Conformément à son plan stratégique, PRIMA Québec encourage le dépôt de dossiers concernant le développement de matériaux avancés appliqués aux secteurs phares du Québec, tels le transport et les infrastructures, l'énergie, l'environnement, les textiles, l'électronique, la santé et la chimie.

Les technologies ciblées par cet appel de projets comprennent principalement :

- **Les nouveaux matériaux** : Polymères, élastomères, biomatériaux, métaux, charges innovantes, filaments cellulotiques, fibres naturelles et synthétiques, nanomatériaux, matériaux quantiques, matériaux contenant des minéraux critiques et stratégiques (MCS), etc.

- **Les matériaux formulés ou produits finis ou semi-finis de haute performance** : Composites (TD ou TP), caoutchoucs, alliages, céramiques, textiles intelligents, matériaux souples, membranes, couches minces, revêtements, matériaux biocompatibles, encapsulation, capteurs, technologies quantiques, valorisation des MCS, etc.
- **Les procédés de mise en œuvre, de mise à l'échelle et nouvelles techniques de caractérisation** : Fabrication additive et impression 3D, modification et traitement de surface, micro/nanofabrication, outillages, nouveaux instruments de caractérisation, modélisation, simulation et intelligence artificielle, procédés de mise en forme, recyclage, mise en œuvre et recyclage des MCS, etc.
- **Utilisation de l'intelligence artificielle avec les matériaux avancés** pour la production, l'intégration ou les procédés de mise en œuvre ou technique de caractérisation.

La portée de l'appel conjoint est une recherche axée sur les besoins sur les matières premières non combustibles et non alimentaires (minéraux et métaux primaires et secondaires) portant sur un ou plusieurs domaines de l'économie circulaire, comme le montre la figure ci-dessous. En tant qu'objectif primordial, la recherche proposée devrait clairement démontrer le potentiel de promouvoir l'approvisionnement, la transformation, la production, la consommation et le recyclage durables et responsables des matières premières primaires et secondaires dans une économie circulaire, en tenant également compte des aspects non technologiques appropriés comme, questions sociales, de santé et d'économie circulaire.



Les propositions doivent fournir des arguments convaincants sur l'impact potentiel de leur innovation et de leur recherche sur l'approvisionnement, le traitement, l'utilisation et le recyclage efficaces des matières premières. Ils devraient être en mesure de quantifier l'impact attendu en utilisant des mesures appropriées et une réflexion sur l'analyse du cycle de vie. Un module de travail spécifique sur le suivi de ces paramètres devrait être envisagé afin d'orienter le projet dans la direction la plus avantageuse pour l'environnement.

L'appel conjoint ERA-MIN 2023 portera sur trois segments de matières premières non combustibles et non alimentaires :

- Minéraux métalliques
- Matériaux de construction
- Minéraux industriels

L'appel se concentre sur trois étapes (sujets) au sein de la chaîne de valeur et du cycle de vie des matières premières, ainsi que deux sujets non techniques sur les questions globales de durabilité environnementale et sociale, respectivement. L'inclusion des sujets de durabilité dans les projets portant sur les développements scientifiques et technologiques sera considérée comme une forte valeur ajoutée pour chaque proposition. De plus, les propositions portant sur plus d'un sujet devraient prendre en compte une vision holistique de la chaîne de valeur dans une approche claire d'économie circulaire.

Les projets portant sur les sujets suivants sont particulièrement encouragés :

- Une ou plusieurs des 30 matières premières critiques répertoriées en 2020 par la Commission européenne.
- R&I sur l'approvisionnement primaire en matières premières pour l'autonomie stratégique de l'UE et une transition réussie vers une économie climatiquement neutre et circulaire, comme de meilleures données sur les ressources géologiques et l'exploration, l'extraction et la production minérales, y compris les sous-produits et les coproduits.
- L'inclusion et l'évaluation d'outils basés sur le Big Data et les TIC, par exemple appliqués à la robotique et à l'automatisation, en mettant l'accent sur la fermeture des cycles de produits et de matériaux, en augmentant l'efficacité de l'approvisionnement en matières premières (par exemple, les stocks, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'automatisation) et favoriser les modèles commerciaux innovants, l'innovation ouverte et la numérisation.
- Une attention particulière sera portée aux propositions évaluant l'impact environnemental et sociétal de l'industrie des matières premières (voir thèmes 4 et 5 ci-dessous). Les questions non technologiques refléteront la nécessité d'améliorer les cadres de l'industrie minière : élaboration de politiques, acceptation du public, flux de travail, indicateurs d'analyse du cycle de vie et conception de nouveaux modèles commerciaux. Par conséquent, les candidats doivent décrire comment leur projet engagera le public, en tenant compte des questions d'impact environnemental, social et de sécurité sanitaire liées aux différentes étapes de la chaîne de valeur des matières premières.

De plus, les projets admissibles doivent être couverts par des thématiques de l'appel de projets ERA MIN 3 (voir le guide ERA MIN pour la description des thématiques)² :

- Thème 1. Approvisionnement en matières premières issues de l'exploration et de l'exploitation minière.
- Thème 2. Renforcer l'économie circulaire.
- Thème 3. Transformation, production et TIC.
- Thème 4. Évaluation environnementale, climat et élaboration de politiques pour la durabilité
- Thème 5. Social sustainability in health, safety and public perception

Attention certain thème et sous thématique ne sont pas supporté par toutes agences, veuillez consulter le guide de ERA-MIN 3 pour plus d'information

PRIMA Québec ne supporte pas les thématiques suivantes : 2.6 ; 4 ; 5.1 et 5.3 ; 5.2 est supporté s'il implique des matériaux avancés.

² <https://www.era-min.eu/joint-call/era-min-joint-call-2023>

MONTAGE FINANCIER

DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles sont celles relatives aux activités de recherche **de l'équipe québécoise et couvrent les frais de réalisation du projet au Québec**. Aucune aide financière supplémentaire ne pourra être accordée pour des dépassements de coûts des projets approuvés.

Les dépenses décrites ci-après sont admissibles pourvu qu'elles **soient justifiables et directement imputables à la réalisation du projet**.

Les dépenses suivantes sont admissibles, pour autant qu'elles soient raisonnables, justifiables et directement imputables à la réalisation du projet :

- Les dépenses salariales du personnel de R-D engagées pour la réalisation du projet (selon le type d'organisation) :
 - **pour les universités et établissements du réseau de la santé et des services sociaux où se déroulent des activités de recherche** : les dépenses salariales d'étudiants diplômés, d'assistants de recherche, de professionnels de recherche et de techniciens ;
 - **pour les centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT), les OBNL et les établissements de recherche publics** : les dépenses salariales des chercheurs et du personnel de R-D engagées pour la réalisation du projet et qui ne font l'objet d'aucun autre soutien financier du MEIE.
- Les bourses d'étudiants.
- L'achat ou la location d'équipements utiles au projet³.
- Les produits consommables destinés à la recherche et les fournitures.
- Les frais d'animalerie et de plateformes.
- Les frais de déplacement et de séjour des chercheurs et étudiants québécois (billet d'avion, transport local, hébergement, frais de repas, frais de visa).⁴
- Les honoraires de consultants et frais de sous-traitance.
- Les frais de gestion d'exploitation de propriété intellectuelle.
- Les frais de diffusion des connaissances.
- Les frais liés à la valorisation des résultats de recherche et d'innovation et à la protection de la propriété intellectuelle (frais de publication, frais de participation à des communications scientifiques et technologiques, frais d'organisation d'un atelier ou séminaire, frais d'obtention de brevets internationaux, etc.).
- Les frais de traduction et de conception de documents juridiques pour la consolidation de partenariats (au maximum 10 000 \$).

Précisions

Les salaires admissibles dans le cadre de la réalisation du projet sont conformes aux échelles salariales convenues au sein de chacun des organismes, et ce, **au prorata de la participation des différents salariés dans le projet**.

³ Les dépenses liées à l'achat de petits équipements ou à la location d'équipements sont d'un maximum de 25 % du total des dépenses admissibles. La valeur d'achat de chaque équipement doit être égale ou inférieure à 25 000 \$ avant les taxes.

⁴ Ces frais doivent représenter au maximum 15 % du total des dépenses admissibles. En vue du calcul de la subvention, seuls les montants correspondant aux barèmes en vigueur au gouvernement du Québec seront pris en compte (consultez l'annexe 1 du présent guide pour plus de détails).

FRAIS INDIRECTS DES PROJETS

Pour les établissements **universitaires, les centres hospitaliers affiliés et les CCTT**, des dépenses additionnelles de fonctionnement sont admissibles. Un taux maximal de **27 %**, **calculé au prorata de la contribution du MEIE**, est appliqué aux cinq postes de dépenses admissibles suivants pris dans les coûts directs des projets :

- Salaires et avantages sociaux.
- Bourses à des étudiants.
- Matériel, produits consommables et fournitures, y compris les frais d'animalerie et de plateformes.
- Achat ou location d'équipements
- Frais de déplacement et de séjour.

Les frais indirects de recherche (FIR) sont inclus dans les aides financières accordées par le MEIE. Cette contribution est attendue de tous les partenaires financiers au projet.

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Parmi les dépenses non admissibles figurent notamment :

- Les salaires des professeurs-chercheurs universitaires, des professeurs des centres collégiaux et des chercheurs des centres de recherche fédéraux participant au projet.
- Les salaires du personnel de soutien administratif.
- Les frais de déplacement des chercheurs et des étudiants de l'équipe québécoise pour des événements sans lien direct avec le projet.
- Les frais d'accueil, de déplacement et de séjour des chercheurs et des étudiants étrangers.
- Les dépenses de soutien à la réalisation d'une programmation d'activités.
- Les dépenses associées à des activités de planification du projet ou à des activités de nature commerciale, économique ou de transfert de technologie telles que :
 - l'étude de marché détaillée ;
 - l'étude financière détaillée ;
 - la démonstration de technologie ;
 - la mise à l'essai et la validation du produit ou du procédé ;
 - l'homologation de produits ;
 - l'expansion du marché ;
 - le plan de commercialisation ;
 - les activités de promotion ;
 - les questions de réglementation autres que les frais de gestion et d'exploitation de propriété intellectuelles, etc. ;
 - la vente d'échantillons, de produits, d'équipements ou de technologie ;
 - l'acquisition, la vente ou la construction d'immeubles ;
 - la concession de licences ;
 - une coentreprise, une fusion, une acquisition, etc.
- Toute dépense non reliée directement au projet.
- L'établissement d'une présence sur le Web et d'un hébergement Web.
- Les fonds de subvention déjà reçus provenant :

- de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) (à l'exception du Fonds d'exploitation des infrastructures [FEI] qui est admissible) ;
- des autres programmes d'aide financière du MEIE.

FINANCEMENT

L'aide financière du MEIE ne doit pas excéder 50 % des dépenses admissibles en espèces. Le PSO-International accepte un cofinancement public des dépenses admissibles en espèces par de multiples sources (veuillez contacter un conseiller PRIMA pour s'assurer de l'admissibilité du financement complémentaire), y compris notamment :

- L'organisme demandeur.
- Les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.
- Les ministères et les organismes fédéraux, y compris les conseils subventionnaires du gouvernement fédéral.
- Les ministères et les organismes provinciaux et municipaux
- Les sociétés d'État.

L'aide financière accordée dans le cadre du PSO ne peut être combinée à une contribution provenant d'un autre programme du MEIE, y compris les bourses MITACS, qui ne sont pas acceptées comme cofinancement dans le montage financier.

Les sources de cofinancement doivent être présentées dans le montage financier, une copie de la demande de financement complémentaire devra être fournie quand celle-ci sera déposée au plus tard fin avril 2023. **La copie d'acceptation du financement complémentaire doit être envoyée à PRIMA avant le 1er avril 2024.**

Les aides combinées des gouvernements municipal, provincial et fédéral, de même que les partenaires disposant de fonds d'intervention dont le financement provient de ces ordres de gouvernement, ne peuvent excéder **80 %** des dépenses totales de l'initiative. Les aides considérées dans ce calcul concernent les subventions, les prêts et les aides fiscales liées au projet.

Une contribution minimale de **20 %** en **espèces** des dépenses admissibles est nécessaire des entreprises.

FRAIS DE GESTION DES PROJETS

C'est la responsabilité du demandeur du financement d'informer les partenaires industriels des frais de gestion de PRIMA Québec. Les industriels impliqués dans le projet devront contribuer aux frais de gestion de PRIMA Québec pour un montant total de 3 % du montant du mandat de recherche pour un maximum de 30 000 \$. Les frais de gestion du MEIE sont de 2 % pour un maximum de 20 000 \$.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Forme et montant

L'aide financière, accordée sur trois ans, représente une contribution financière non remboursable et non récurrente. Elle peut atteindre 50 % des dépenses admissibles en espèces liées à la réalisation des activités de la partie québécoise, **sans toutefois excéder 500 000 \$ sur trois ans**. Elle peut représenter un maximum de 50 % des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 500 000 \$ par projet pour la

réalisation des projets de recherche et de développement dans le cadre de l'appel ERA MIN. Le montant de 500 000 \$ inclut les frais directs à la recherche. Les frais de gestion du MEIE (2 %) ainsi que les frais indirects à la recherche si applicable. La contribution financière du MEIE est non remboursable et non récurrente.

COMMUNICATION

Veuillez noter que les informations fournies dans la section fiche d'identification ainsi que le montant de la subvention sont des données publiques et peuvent être utilisées par le MEIE et PRIMA Québec à des fins promotionnelles.

Si votre projet est approuvé pour financement, le ministère peut se réserver le droit à une première communication. Veuillez communiquer avec PRIMA avant toute première communication sur le projet.

SÉLECTION DES PROJETS

Les projets sont déposés à la suite d'appels de propositions et jugés par des comités compétents du réseau ERA MIN 3 et de PRIMA Québec.

Des représentants du MEIE devront être invités en tant qu'observateurs lors de la tenue du comité de sélection régionale.

PRIMA Québec doit formuler une recommandation de financement sous forme de liste de projets en ordre de priorité par son conseil d'administration.

Le conseil d'administration approuve la liste des projets tout en indiquant le seuil de passage. Une recommandation de celui-ci, comportant notamment le titre et les engagements financiers de chaque projet approuvé, doit être soumise.

APPROBATION DES PROJETS

Les recommandations de financement, ainsi que les rapports d'évaluation sont transmis au MINISTRE conformément à la convention. Le MINISTRE peut alors donner son approbation aux projets et leur octroyer du cofinancement selon les paramètres établis ou encore refuser le cofinancement à certains projets en précisant les éléments problématiques ayant entraîné ce refus.

L'approbation du financement des projets sera entérinée dans une lettre d'octroi qui précisera les modalités de la reddition de compte.

SUIVI DES PROJETS

Lors de la remise du rapport annuel d'activités, un rapport d'avancement de projets (scientifique et financier) contenant les données à jour pour chacun des projets actifs doit être remis.

CONTACT

Pour plus d'informations ou une aide à la rédaction du dossier de candidature, n'hésitez pas à contacter un conseiller :

- Michel Lefèvre : 514 284-0211, poste 227, michel.lefevre@prima.ca
- Sébastien Garbarino : 514 284-0211, poste 226, sebastien.garbarino@prima.ca
- Stéphane Ruggeri : 514 284-0211, poste 231, stephane.ruggeri@prima.ca
- Cloé Bouchard-Aubin : 514 284-0211, poste 225, cloe.bouchard-aubin@prima.ca

Les candidatures doivent être envoyées en un seul fichier en format PDF (Adobe Acrobat) par courriel à : laura.salatian@prima.ca, 514 284-0211, poste 223

CALENDRIER DE L'APPEL DE PROJETS

Dates	Étapes
7 décembre 2022	Publication de l'appel
16 janvier 2023	Webinaire PRIMA - ERA.MIN S'inscrire : https://us06web.zoom.us/webinar/register/WN_nBOg1zH7Q0GVv437dB39zg
24 janvier 2023	Webinaire - Rencontrez vos futurs partenaires en France, au Canada et en Belgique
30 mars 2023	Date limite de soumission des propositions complètes
17 octobre 2023	Communication de la sélection des propositions complètes recommandées pour financement
1er avril 2024	Dernière date de démarrage des projets sélectionnés

ANNEXE 1 - PRÉCISIONS SUR LES DÉPENSES ADMISSIBLES RELATIVES AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT

FRAIS DE DÉPLACEMENT AU QUÉBEC

Les frais de déplacement réfèrent aux frais engagés lorsqu'une personne se déplace à l'extérieur de son territoire habituel de travail.

La présente annexe concerne les frais de déplacement liés à certains modes de transport, à l'hébergement en établissement hôtelier, ainsi qu'aux frais de restaurant. D'autres frais de déplacement ou des remboursements supérieurs à ceux établis peuvent également être autorisés si nécessaire, mais ils doivent être documentés. Dans tous les cas, à moins de circonstances exceptionnelles, l'approche retenue doit démontrer un souci d'économie.

Le BÉNÉFICIAIRE doit se conformer à la « DIRECTIVE SUR LES FRAIS REMBOURSABLES LORS D'UN DÉPLACEMENT ET AUTRES FRAIS INHÉRENTS » disponible sur le site Internet du Conseil du trésor à l'adresse suivante : <http://www.tresor.gouv.qc.ca/publications/secretariat/>.

À la date de signature de la convention, le barème en vigueur dans cette directive était le suivant :

Transport

Le recours au transport en commun doit être favorisé dans la mesure où cela est plus économique que l'usage d'un véhicule personnel.

Lors de l'utilisation d'un véhicule personnel, les taux suivants sont admissibles selon le kilométrage applicable au cours de l'exercice financier du BÉNÉFICIAIRE.

Kilométrage annuel	Taux
1 ^{re} tranche : 1 à 8 000 km	0,59 \$/km
2 ^e tranche : plus de 8 000 km	0,53 \$/km

Si un moyen approprié de transport en commun est disponible et qu'un véhicule personnel est utilisé, le taux admissible est réduit à 0,148 \$ par kilomètre ainsi parcouru.

Hébergement en établissement hôtelier

Les indemnités quotidiennes maximales sont les suivantes pour l'hébergement dans un établissement hôtelier.

Ville	Indemnités maximales	
	Basse saison ⁵	Haute saison ⁶
Territoire de la ville de Montréal	126 \$	138 \$
Territoire de la ville de Québec	106 \$	
Villes de Laval, Gatineau, Longueuil, Lac-Beauport et Lac-Delage	102 \$	110 \$
Établissements situés ailleurs au Québec	83 \$	87 \$
Tout autre établissement	79 \$	

Ce barème provient des directives du Secrétariat du Conseil du trésor et peut varier.

Ces montants maximaux n'incluent pas la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et la taxe d'hébergement qui, lorsqu'elles sont appliquées, doivent être remboursées en sus.

Frais de restaurant

Les indemnités quotidiennes maximales sont les suivantes pour les frais de restaurant.

	Taux applicables
Déjeuner	10,40 \$
Dîner	14,30 \$
Souper	21,55 \$
Total	46,25 \$

Ce barème provient des directives du Secrétariat du Conseil du trésor et peut varier.

Les taux indiqués ci-dessus incluent les taxes et les pourboires.

9. Du 1^{er} novembre au 31 mai.

10. Du 1^{er} juin au 31 octobre.

FRAIS DE DÉPLACEMENT HORS DU QUÉBEC

La présente section concerne les frais engagés hors du Québec pour les programmes dans lesquels ce type de frais s'applique.

Ville/Pays	Indemnités maximales	
	Hébergement par jour En \$ CA	Repas par jour En \$ CA
CANADA (HORS QUÉBEC)		
Calgary	166 \$	50 \$
Charlottetown	148 \$	50 \$
Edmonton	115 \$	50 \$
Halifax	136 \$	50 \$
Moncton	148 \$	50 \$
Ottawa	148 \$	50 \$
Régina	108 \$	50 \$
Saskatoon	102 \$	50 \$
St-Jean (T.N.)	159 \$	50 \$
Toronto	184 \$	60 \$
Vancouver	184 \$	55 \$
Victoria	184 \$	50 \$
Winnipeg	102 \$	50 \$
Autres villes	102 \$	50 \$
AMÉRIQUE	En \$ US	En \$ US
Atlanta	120 \$	50 \$
Boston	192 \$	50 \$
Chicago	130 \$	50 \$
Dallas	120 \$	50 \$
Detroit	120 \$	50 \$
Los Angeles	120 \$	50 \$
Miami	120 \$	50 \$
New York	192 \$	60 \$
Philadelphie	120 \$	50 \$
San Francisco	160 \$	50 \$
Seattle	120 \$	50 \$
Washington	120 \$	50 \$
Autres villes	120 \$	50 \$
Brésil	123 \$	40 \$
Mexique	177 \$	43 \$
EUROPE	Monnaie locale	Monnaie locale
Allemagne	137 €	60 €
Belgique	137 €	54 €
Espagne	161 €	59 €
France	174 €	62 €
Italie	218 €	52 €
Luxembourg	125 €	52 €
Pays-Bas	111 €	61 €
Royaume-Uni	139 £	51 £
Suisse	209 francs	92 francs

Ville/Pays	Indemnités maximales	
	Hébergement par jour	Repas par jour
PAYS SCANDINAVES	En \$ US	En \$ US
Danemark	105 \$	65 \$
Islande	153 \$	69 \$
Norvège	114 \$	78 \$
Suède	127 \$	55 \$
Finlande	Monnaie locale 125 €	Monnaie locale 71 €
PROCHE-ORIENT		
Israël	En \$ US 219 \$	80 \$
ASIE	En \$ US	En \$ US
Chine	145 \$	48 \$
Corée du Sud	159 \$	57 \$
Inde	190 \$	38 \$
Japon	164 \$	89 \$

Ce barème provient des directives du Secrétariat du Conseil du trésor et peut varier.

Ces montants maximaux n'incluent pas la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et la taxe d'hébergement, ni les taxes en vigueur dans les pays concernés qui, lorsqu'elles sont appliquées, doivent être remboursées en sus.

La tarification utilisée se base sur le \$ US, à l'exclusion du Canada et des pays dont la devise est l'euro. La monnaie locale est à titre indicatif seulement.

Pour d'autres destinations, veuillez nous consulter.

À titre de pièces justificatives, la facture et la preuve de paiement sont exigées et doivent être conservées par le demandeur dans l'éventualité d'une vérification.

ANNEXE 2 - HYDRO-QUÉBEC

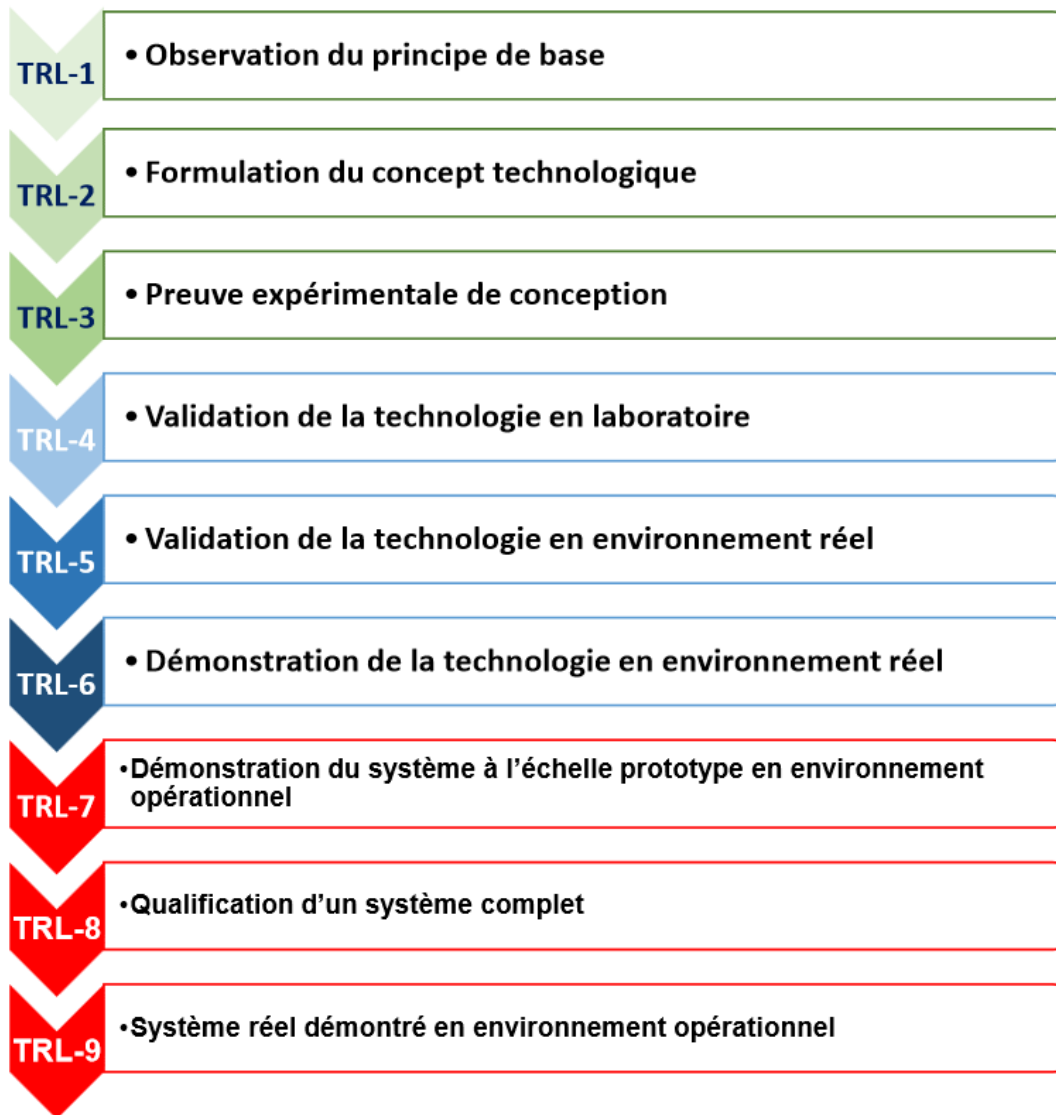
Hydro-Québec est considérée, par défaut, comme un centre de recherche public.

Toutefois, Hydro-Québec joue un rôle extrêmement structurant dans l'écosystème d'innovation en production et en distribution électrique, un secteur où il est un grand donneur d'ordre dans un contexte de monopole. En raison de cette situation unique, le MEIE autorise de considérer Hydro-Québec comme un partenaire industriel dans les projets de recherche en partenariat d'InnovÉE, de PRIMA et de PROMPT, si les critères suivants sont respectés :

1. Thématiques :
 - Domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité
2. Partenariat :
 - Au moins une entreprise québécoise autre qu'Hydro-Québec doit être impliquée dans le projet.
 - L'entreprise québécoise doit retirer des bénéfices importants du partenariat, notamment un partage équitable de la propriété intellectuelle.
3. Caractère structurant et stratégique des projets :
 - Pour être admissibles, les projets impliquant Hydro-Québec doivent être « structurants » et viser « la résolution de problématiques à caractère stratégique pour le Québec ». En ce sens, les projets dont les retombées permettront surtout l'amélioration continue des opérations d'Hydro-Québec ne sont pas admissibles.

Ces critères d'admissibilité des projets devront faire l'objet d'une analyse par le comité d'évaluation et apparaître dans le rapport soumis au MEIE.

ANNEXE 3 - DÉFINITION DES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE MATURITÉ TECHNOLOGIQUE (TRL)



Graphique inspiré du document : Systèmes spatiaux - Définition des niveaux de maturité de la technologie (NMT) et de leurs critères d'évaluation, ISO 16290.

La norme ISO16290 est disponible pour consultation aux bureaux de PRIMA Québec